Les notices de la MAS : PSN01, PSN02 et la notice DTSP

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les obligations opérationnelles de LBC/FT d'une entreprise DPT sont fixées par des notices de la MAS émises en vertu du PSA. La MAS Notice PSN01 (Prevention of Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism – Specified Payment Services) s'applique à l'émission de comptes, aux transferts de fonds nationaux et transfrontaliers, à l'acquisition de transactions auprès des commerçants et à l'émission de monnaie électronique. La MAS Notice PSN02 (Prevention of Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism – Digital Payment Token Service) s'applique à tout titulaire d'une licence de services de paiement qui exerce un service DPT, ainsi qu'aux prestataires exemptés pendant leur période transitoire.[1] Les deux notices ont été émises le 5 décembre 2019 et sont entrées en vigueur le 28 janvier 2020, date d'entrée en vigueur du PSA. Toutes deux ont été révisées depuis. Les révisions de la PSN02 ont suivi l'élargissement du périmètre DPT décrit dans la partie K, chapitre I.

Les prestataires de services de jetons numériques (digital token service providers, DTSP) agréés au titre de la Part 9 du FSMA, régime entré en vigueur le 30 juin 2025 pour les prestataires servant uniquement des clients hors de Singapour, sont soumis à une notice parallèle émise en vertu du FSMA, dont le contenu est pour l'essentiel

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

identique.[2] En pratique, la MAS applique une seule norme de LBC/FT à l'ensemble du périmètre DPT, quelle que soit la loi qui fonde la licence. Qui connaît la PSN02 connaît la notice DTSP.

La force juridique d'une notice

Une notice de la MAS est en substance une législation déléguée, même si elle n'est pas publiée au journal officiel en tant que règlement. La section 102 du PSA habilite la MAS à adresser des instructions et des notices écrites aux titulaires de licence, et leur non-respect constitue une infraction passible d'une amende et, en cas de manquement continu, d'une amende journalière.[3] La MAS ne poursuit généralement pas la violation d'une notice. Elle transige sur l'infraction (en acceptant le versement d'une somme à la place des poursuites), adresse un blâme, impose des conditions à la licence ou, dans les cas les plus graves, la retire. Le chapitre VII de cette partie présente le bilan des mesures d'exécution.

La structure qui déroute les lecteurs étrangers est la relation entre une notice et ses guidelines. Chaque notice de LBC/FT est accompagnée de MAS Guidelines (pour la PSN02, les Guidelines to Notice PSN02 on Prevention of Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism – Digital Payment Token Service).[4] Les guidelines précisent expressément qu'elles n'ont pas force de loi. Les inspecteurs de la MAS les utilisent néanmoins comme référence pour mesurer les contrôles. Une entreprise qui s'en écarte doit pouvoir expliquer pourquoi sa propre approche atteint le même résultat. Le lecteur suisse reconnaîtra la méthode des circulaires FINMA, à une différence près : les circulaires FINMA lient formellement l'établissement surveillé en tant qu'interprétation du droit par la FINMA, alors que les guidelines de la MAS n'ont formellement qu'une valeur persuasive. En pratique, les deux fonctionnent de la même manière.

Instrument	Auteur et fondement	Force juridique	Contenu habituel
CDSA 1992, TSOFA 2002	Parlement		Infractions, obligations de déclaration, confiscation

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Instrument	Auteur et fondement	Force juridique	Contenu habituel
		Loi pénale, lie toute personne se trouvant à Singapour	
Règlements pris en vertu du United Nations Act 2001	Ministre	Législation déléguée, lie tout le monde	Sanctions et gels d'avoirs
MAS Notice (PSN01, PSN02, notice DTSP du FSMA)	MAS en vertu de la section 102 PSA / du FSMA	Contraignante pour les titulaires, sa violation constitue une infraction	Vigilance à l'égard de la clientèle, conservation des documents, procédures de déclaration de soupçon, politique de groupe
MAS Guidelines relatives à une notice	MAS	Non contraignantes, mais référence lors des inspections	Modalités d'application de la notice, exemples, signaux d'alerte
Circulaires et Information Papers de la MAS	MAS	Non contraignants	Constats thématiques, attentes, bonnes pratiques
FAQ de la MAS	MAS	Non contraignantes	Interprétation de questions précises

Notes

1. MAS Notice PSN01 et MAS Notice PSN02, toutes deux émises le 5 décembre 2019 avec effet au 28 janvier 2020, date d'entrée en vigueur du Payment Services Act 2019 ; toutes deux ont été modifiées à plusieurs reprises, notamment pour tenir compte des modifications du PSA de 2021 et de l'extension de la définition des DPT en 2024. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. MAS Notice on Prevention of Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism – Digital Token Service Providers, émise en vertu de la Part 9 du FSMA avec effet au 30 juin 2025 ; voir partie K, chapitre V, sur le régime DTSP. Référence de la notice : FSM-N27. ↩
3. PSA 2019, section 102 (instructions et notices), lue conjointement avec les dispositions pénales de la même Part ; la MAS dispose en outre du pouvoir de transiger sur les infractions au PSA. ↩
4. MAS Guidelines to Notice PSN02, émises pour la première fois le 16 mars 2020 et révisées depuis ; les Guidelines indiquent qu'elles ne sont pas juridiquement contraignantes, mais que la MAS tiendra compte de leur respect pour apprécier la conduite du titulaire. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.